
Le drame yougoslave: Une épreuve manquée de l'Europe

Bosko I. Bojovic

L'effondrement de l'idéologie communiste, l'éclatement de l'URSS, la réunification de l'Allemagne, la fin de l'opposition des blocs, la fin de l'Europe de Yalta, l'accélération de la montée des intégrismes, la guerre civile en Yougoslavie, les progrès et les contradictions de la construction européenne, ces traits marquants de cette fin de siècle témoignent du processus d'instauration d'un nouvel ordre mondial. Cette accélération soudaine de l'histoire est de nature à soulever bien des interrogations, à susciter autant d'espoirs que de prémonitions sombres.

Témoins de plus en plus perplexes de cette accélération de l'histoire qui marque la fin du millénaire, nous sommes enclins à nous interroger sur l'avenir de l'Europe et du monde de demain. Alors que l'équilibre instauré au prix de tant de sang et de larmes n'a plus cours, une nouvelle carte de l'Europe est en train de se définir devant nos yeux. On est en droit de se demander, si les changements survenus en très peu de temps, et d'autres qui semblent inévitables, ne sont pas de nature à faire basculer le cours évolutif des choses en bouleversements de type révolutionnaire. L'ampleur des changements (géopolitiques et institutionnels) dans l'ex-Europe communiste suscite des turbulences inquiétantes et fait resurgir une Histoire récente que le communisme n'a jamais pu surmonter.

La crise yougoslave, avec la guerre civile en Croatie, présente un cas particulier qui soulève nombre d'interrogations troublantes et provoque les pires inquiétudes. On ne peut qu'espérer que le cas de la Yougoslavie ne s'avèrera point comme révélateur de l'avenir européen.

Il convient de souligner que le drame yougoslave ne peut être considéré uniquement comme une affaire intrinsèque; ne serait-ce qu'en raison de l'implication tout à fait considérable de la CEE dans le conflit et dans le processus de sécession des deux Républiques de la Fédération. Ceci est encore bien plus valable pour les pays qui ont ouvertement ou insidieusement favorisé et soutenu, pour ne pas dire incité ou même suscité, le fait de la sécession. La balkanisation de la Yougoslavie rappelle de mauvais souvenirs de partage de zones d'intérêts dans cette partie de l'Europe, qui nous ramène un siècle en arrière. On est en droit de se demander, si la construction européenne peut se faire sur la base des intérêts particuliers ou communs, sur la base de rapports de forces ou sur base de l'équité; du volontarisme politique ou du consensus. Un précédent de sécession unilatérale est créé avec des conséquences imprévisibles. Ceci au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, alors que ce même droit n'est pas reconnu à ceux qui désirent rester en Yougoslavie. Il n'est tenu aucun compte de la Constitution yougoslave; un Etat européen est purement et simplement suspendu, mis en liquidation comme une vulgaire entreprise en faillite. Ne tenant compte que des raisons politiques très orientées, la commission d'arbitrage, composée pourtant d'experts en droit constitutionnel, n'a par contre tenu aucun compte de l'Etat de droit. Un acte de sécession unilatérale a été reconnu au nom d'un droit d'autodétermination unilatéralement reconnu. Le cynisme de cette attitude ressort du fait que les frontières administratives arbitrairement tracées par les communistes comptent plus que le droit des régions serbes de Croatie de demeurer au sein de la Yougoslavie. Le matraquage médiatique qui a précédé ces décisions s'apparente singulièrement aux conditionnements de l'opinion publique qui préfigurent les grands bouleversements historiques. Le vecteur idéologique de cette émancipation nationale a tout d'un passéisme d'exclusives nationalistes.

L'"invention" de la Yougoslavie

En voulant condamner la Yougoslavie, la CEE se place en porte-à-faux du pluralisme culturel, confessionnel, ethnique. Il est significatif que ce que l'on veut bien prendre pour une tare avait pu autrefois être perçu comme une qualité. La Yougoslavie fut en effet, au delà de toutes ses difficultés et de la dictature communiste, un melting-pot incomparable en Europe, un pays où se côtoyaient toutes les cultures et confessions du bassin méditerranéen. Les tensions et les conflits ethniques yougoslaves n'ont jamais été une spécialité proprement locale. Ce furent toujours les épiphénomènes des grands conflits extérieurs. Les peuples balkaniques n'ont jamais connu rien de

comparable aux grandes guerres de religion qui ensanglantèrent l'Europe durant des siècles. Malgré la grande disparité culturelle, ces gens ont su très bien vivre ensemble, la Bosnie en est un exemple particulièrement. Une langue et des origines communes y sont certainement pour beaucoup.

Les Yougoslaves ont toujours été capables de vivre en bonne entente, avec beaucoup de tolérance et de convivialité. Sans les deux Guerres mondiales, que les grands leur ont comme toujours imposées, il n'y aurait sans doute jamais eu de drames sanglants qui accaparent encore les mémoires. Le pluralisme ethnique, confessionnel, politique et surtout culturel est donc vital pour la survie de ces petits peuples. Si par le passé, ils eurent à se confronter, ce fut presque toujours dans les armées qui parlaient une autre langue. Les Serbes, les Croates, les Slovènes, les Musulmans ne se sont jamais fait la guerre dans toute leur histoire en tant que peuples, et encore moins en tant qu'Etats, puisqu'il n'y en avaient pas, hormis la Serbie et le Monténégro. Les traditions, les coutumes communes les rapprochaient. Leurs imbrications les empêchaient, d'instinct, de se confronter. La cohabitation se faisait sans heurts et les animosités actuelles sont la conséquence d'une agitation séparatiste fort récente. Le fait que les communistes croates et slovènes aient dirigé la fédération pratiquement depuis 1945, explique en grande partie le processus de sa décomposition, qui n'est que l'accomplissement des desseins séparatistes du national-communisme.

Lorsque de nos jours les Croates invoquent, comme l'une des raisons essentielles de leur volonté d'émancipation, leur incompatibilité culturelle avec les autres, et notamment avec les Serbes, ils font mine d'oublier que les Serbes étaient plus nombreux que les Croates dans l'Empire austro-hongrois. Il reste donc la différence, pour eux sans doute l'incompatibilité confessionnelle. Quel bagage pour une intégration européenne, quelle contribution pour un avenir commun en Europe? Et, si la nation doit être la valeur suprême, alors comment résister à la tentation de lui sacrifier l'homme réduit à une donnée statistique?

L'éclectisme des contrastes a depuis toujours été l'apanage du sous-continent balkanique, cette jetée entre la Méditerranée et l'Europe centrale et orientale, entre l'Europe et l'Asie, entre l'Orient et l'Occident chrétiens.

Là où le Grec côtoyait le Latin et où le barbare cohabitait avec le Romain dans l'antiquité, les Slaves et bien d'autres peuples ont offert leur contribution à la civilisation européenne au Moyen Age. La Serbie médiévale fut le pays d'un éclectisme particulièrement marqué. Ce fut l'un des rares Etats ayant deux Eglises officielles, l'une catholique (l'Archevêché de Bar, instauré en 1077) et l'autre orthodoxe (l'Archevêché de Zica, 1219). Les paysans y étaient serbes, les éleveurs valaques, les mineurs allemands (saxons), les marchands ragusains, les

mercenaires venaient d'Europe et d'Asie. Les villes avaient des paroisses orthodoxes et catholiques, le premier ministre du roi était le plus souvent kotorain ou ragusain (de Kotor ou de Dubrovnik, donc catholique), les diplomates venaient des villes catholiques du littoral, les tribunaux avaient des jury mixtes en cas de litige entre un Serbe et un étranger. En Bosnie, l'orthodoxe, le catholique côtoyaient le bogomile, sans que les guerres de religion et les croisades contre les hérétiques eussent marqué les pages de cette histoire médiévale.

Le royaume de Bosnie (fin XIVe et première moitié du XVe siècle), tenta de reprendre la légitimité du royaume de Serbie. Royaume de confession orthodoxe, bogomile (hérésie dualiste assimilée aux cathares) et catholique à la fois, le titre officiel des rois de Bosnie fut en ce temps là: «roi des Serbes et de Bosnie». A la fin du Moyen Age un des derniers despotes de Serbie septentrionale fut un Croate, sans que cela eut suscité le moindre problème. Fidèle à ses engagements vis-à-vis des rois et empereurs serbes du Moyen Age, la très catholique Raguse (Dubrovnik) continua à verser un tribut annuel au monastère serbe de Jérusalem, et plus tard, à celui du Mont Athos, et ceci jusqu'à l'abolition de la République aristocratique par Napoléon.

La solidarité sud-slave fut donc une réalité dès le Moyen Age, la Yougoslavie fut inventée bien avant date.

Le plus ancien culte dynastique serbe, à la fois catholique et orthodoxe, slave, grec et latin, est celui du Saint martyr Jean-Vladimir, prince de la Zéta au Xe et XIe siècles. Au début du XIVe siècle, une reine de Serbie d'origine angevine, Hélène d'Anjou, restée catholique, fut canonisée par l'Eglise orthodoxe serbe.

Dès l'époque de la Renaissance, les auteurs dans les anciennes cités romanes du littoral dalmate, catholiques et progressivement slavisées, cherchent à affirmer leur identité historique en mettant en valeur la gloire médiévale des royaumes balkaniques slaves. Alors que les Ottomans occupent les Balkans, les esprits éclairés en Dalmatie se font l'écho des traditions populaires et ecclésiastiques du patrimoine serbe. Au XVIe siècle, le dominicain de Dubrovnik, Mavro Orbini écrit, «Il regno degli Slavi», une histoire des royaumes sud-slaves. au XVIIe siècle, les pêcheurs des îles dalmates chantent les poèmes épiques sur les anciens rois serbes, dans les viles dalmates (au XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles), les poètes de la Renaissance et de la Contre-Réforme, comme Hektorovic (XVIe), Gundulic (XVIIe), Kacic-Miosic (XVIIIe), chantent les légendes populaires serbes et croates. Un évêque de Dalmatie (Mrnavic), écrit au XVIIe siècle une Vita du saint national serbe, Sava Nemanjic, Ier archevêque orthodoxe de Serbie. Le culte de ce saint national fut presque aussi répandu chez les catholiques, et même chez les musulmans, que chez les orthodoxes. Le censeur de la Bibliothèque Impériale de Vienne, le Slovène Kopitar, soutint et guida Vuk Karadzic dans sa réforme de la langue littéraire serbe. Réforme qui fut à l'origine

de l'accord avec le mouvement illyrien et de l'établissement du standard linguistique serbo-croate.

Sans ces liens culturels et cette communauté linguistique, sans cet esprit de solidarité, la création de la Yougoslavie eut sans doute été impossible.

Tout au long de l'occupation ottomane, la solidarité chrétienne joua un rôle important. Mais l'opposition armée à l'occupant fut avant tout le fait du clivage social entre paysans ou pâtres chrétiens, hostiles à la classe foncière ottomane, qu'une opposition ethnique ni même religieuse.

La longue occupation ottomane introduit une dimension supplémentaire, étrangère, asiatique et islamique, dans ces pays. Les chrétiens et les musulmans s'y firent la guerre dans les rangs des armées impériales qui transformèrent bien souvent ces espaces en un vaste champ de bataille. Les déportations, les exodes, les migrations et autres déplacements de populations entremêlèrent les peuples dans une imbrication sans fin.

Le printemps des nations, au XIXe siècle, fut pour les Serbes, celui de la restauration d'un Etat souverain, et de l'identification de l'ethnique et du confessionnel pour les Croates (fin XIXe, début XXe siècle). Cette homogénéisation ethnique sur une base confessionnelle ne fut achevée que dans les années soixante du XXe siècle, avec l'instauration du peuple Musulman par les communistes pour les Slaves islamiques. Si les Serbes (de Bosnie et de Krajina) et les Croates n'ont pas eu de frontière ethnique et étatique précise, c'est qu'ils n'ont jamais eu à se faire une guerre pour se départager.

Au XIXe siècle, le mouvement illyrien, puis l'idée yougoslave firent leur chemin d'abord chez les Croates, puis chez les Serbes et enfin chez les Slovènes. L'apport du courant catholique libéral et de Monseigneur Strossmayer fut considérable dans l'émergence de l'idée yougoslave. L'éveil de l'esprit national avait aussi pris corps auprès d'une partie des élites musulmanes d'origine serbe en Bosnie. La «Jeune Bosnie», mouvement révolutionnaire de libération nationale, était au début du XXe siècle composé d'orthodoxes, de catholiques et de musulmans.

En 1918, un Etat commun fut créé par consensus. Les Croates échappèrent au dépeçage du littoral dalmate, les Serbes furent enfin réunis dans un Etat commun. Les Slovènes échappèrent à une germanisation totale, les Croates à la magyarisation et à la germanisation. Une réforme agraire fut accomplie, qui mit notamment fin au féodalisme en Bosnie, le suffrage universel fut étendu à l'ensemble de la population des régions ayant fait partie de l'Autriche-Hongrie. Dans l'entre-deux guerres, les Slovènes eurent à Ljubljana leur première Université en langue slovène, l'Université de Skoplje fut également créée grâce au dévouement de l'Université de Belgrade.

Et cependant, les Yougoslaves étaient bien mal préparés à une

cohabitation paisible et à un civisme démocratique. La Serbie avait certes déjà acquis une tradition libérale et démocratique, mais les séquelles du sous-développement dû à l'occupation ottomane et surtout les pertes très importantes (près d'un tiers de la population) consécutives à la Première Guerre mondiale, devaient ralentir son développement ultérieur. La Bosnie venait de sortir d'un état féodal. La Croatie et la Slovénie étaient plus développées économiquement, mais seule une faible minorité de la population avait eu le droit de vote dans l'Autriche-Hongrie, d'où un retard en matière d'institutions et de culture politiques. Le cléricalisme, le nationalisme populiste et même le communisme, y ont rapidement occupé une grande partie de la scène politique.

La destabilisation de la Yougoslavie

L'Italie, excédée par la non application des accords secrets de Londres (1915), privée du rêve d'une «mare nostrum» pour l'Adriatique, le revanchisme de l'Autriche et de la Hongrie, furent les principaux adversaires du royaume serbe-slovène. L'URSS, que la Yougoslavie ne reconnut qu'en 1940, ne lui fut pas moins hostile. Dès que les accords bilatéraux avec l'Italie écartèrent l'imminence de l'irrédentisme italien, le populisme du parti paysan croate prit une direction autonomiste, fédéraliste et, plus tard, séparatiste. Dès 1929, les extrémistes croates (les oustachis) et les communistes yougoslaves concluent un accord secret en vue de faire éclater la Yougoslavie. Au fur et à mesure que la guerre mondiale se rapprochait, le climat politique en Yougoslavie allait en se dégradant. Le revanchisme des pays de l'Axe jouait à plein sur le clivage serbo-croate.

Cette action de subversion s'appuyait avant tout sur les élites ayant gardé des attaches avec leurs centres d'ancrage traditionnels. Formées dans les grandes capitales européennes, ces élites intellectuelles, politiques et ecclésiastiques avaient conservé une optique acquise dans ces pays. Ainsi, en Serbie et au Monténégro, on était traditionnellement et avant tout francophone et francophile, plus tard aussi anglophile. La russophilie était encore vivace, surtout au Monténégro et dans les régions dinariques, au point que les communistes purent exploiter ce sentiment durant la guerre, indépendamment des affinités idéologiques. La germanophilie en ascendance était cependant fort disproportionnée chez les Serbes par rapport aux affinités très ancrées pour la France et l'Angleterre. Les Croates et les Slovènes étaient presque exclusivement germanophones, mais seuls les Croates étaient germanophiles. Si dans ces conditions, la Yougoslavie d'avant guerre put éviter malgré tout des tensions ou conflits internes notables, ce fait est sans doute moins imputable à la perspicacité des structures et institutions politiques qu'à

l'absence de véritables contentieux au sein de la population. Les partis d'extrême droite sont numériquement marginaux, les communistes numériquement insignifiants. Le populisme nationaliste y est pourtant en pleine ascendance, surtout chez les Croates.

Pour apaiser les Croates au début de la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement de Belgrade leur accorda une autonomie territoriale, première entité administrative croate après la disparition de leur Etat au début du XIIe siècle. Cette entité fut l'embryon de l'«Etat Indépendant Croate» que les nazis allemands instaurèrent en 1941. Les Serbes, les Juifs et les Tziganes, y furent victimes d'une «solution finale» ayant pour but l'homogénéisation ethnique et confessionnelle d'un territoire particulièrement hétérogène. Ce fut l'aberration du malentendu serbo-croate qui repose sur une attitude fondamentalement divergente à l'égard de l'Etat commun. Alors que pour les Serbes la Yougoslavie représente l'accomplissement d'un but historique, qui veut que tous les Serbes soient réunis dans un Etat multinational; pour les Croates, ce ne fut qu'un moyen pour la création d'un Etat exclusivement national. Ayant une expérience étatique acquise, les Serbes ont conscience de l'impossibilité d'avoir un Etat pour tous les Serbes sans cohabitation consensuelle avec les peuples auxquels ils sont mélangés. Les Croates, quant à eux, perçoivent ces peuples, avant tout les Serbes, comme un obstacle majeur à leur émancipation nationale.

C'est au XIXe et surtout au XXe siècle que des clivages importants apparurent entre les Croates et les Serbes. Le cléricisme, le nationalisme exclusif, et autres tendances extrémistes y ont eu un grand rôle. Mais ceci toujours dans le cadre de partage des zones d'intérêt par les puissances voisines. Les grandes crises européennes, la question d'Orient, le «Drang nach Osten», mais surtout le national-socialisme, le communisme, la Deuxième guerre mondiale, eurent des répercussions d'une violence inouïe sur le sol yougoslave. Aujourd'hui, les plaies, les conséquences de ces atrocités ne sont pas près d'être surmontées.

Cette incapacité à surmonter les erreurs et les faits tragiques d'un passé récent, tient aussi à des causes spécifiquement balkaniques et le communisme yougoslave n'a certainement pas aidé à surmonter ces contentieux. Il ne faudrait pas perdre de vue cependant, que l'Europe porte une part de responsabilité historique considérable dans les drames yougoslaves y compris dans l'instauration du communisme dans ce pays. L'agression des pays de l'Axe fut la cause première de l'holocauste serbe et de la guerre civile (1941-1944), alors que la collaboration occidentale avec Staline et Tito fut déterminante pour l'instauration et le maintien du communisme. De nos jours, alors qu'un nouveau rapport des forces est en train de s'établir sur le vieux Continent, l'espace yougoslave est en proie aux convulsions d'une nouvelle tragédie. Au lieu de vouloir la réduire aux schémas simplistes et partisans, de faire la morale aux sinistrés et d'imposer les solutions

de facilité, ne serait-il pas mieux de s'efforcer à comprendre ses véritables causes et d'agir en conséquence? Et de s'interroger sérieusement sur le fait que ce pays fut une première fois dépecé du fait de l'occupation étrangère, pour subir un sort similaire cinquante ans plus tard sous les auspices de l'arbitrage européen. Un arbitrage fortement conditionné par l'Etat qui fut responsable des plus grandes tragédies du passé encore récent de ce pays. Est-il concevable qu'un tel processus puisse se produire sans une incidence extérieure décisive? Peut-il rester sans conséquences graves à l'échelle régionale et extra-régionale, ou doit-on y voir le prélude de bouleversements d'envergure continentale? La précipitation sans appel avec laquelle la CEE est en train d'abolir la Yougoslavie, en cédant aux desseins indépendantistes et en reconnaissant les sécessions unilatérales, est significative à cet égard. Redéfinir la carte des Balkans est une entreprise fort périlleuse, et la CEE n'a point encore une cohérence politique suffisante pour exposer le Continent à de tels risques.

Les minorités

L'éclatement général de la Yougoslavie a toutes les chances de créer bien plus de problèmes que d'en résoudre. Au-delà de l'épineux problème des frontières intérieures qui ne sont généralement ni des frontières ethniques, ni des frontières historiques des six peuples constitutifs de la fédération, reste le problème des minorités. Ce problème ne serait certainement pas résolu par ce processus d'émiettement qu'a favorisé la CEE. Il n'en sera qu'accru. De nombreuses minorités nouvelles seront créées et celles qui existent déjà multipliées. Ainsi, par exemple, les Albanais, très forte minorité en Macédoine (près de 40%), devraient s'accommoder d'un minuscule Etat macédonien, alors qu'ils sont majoritaires dans la Macédoine occidentale, limitrophe d'une Albanie plus grande, plus peuplée et encore plus pauvre; et alors que les Albanais revendiquent actuellement le droit à l'autodétermination. Une révision importante des frontières, jusque là internationalement reconnues, deviendra imminente à court terme. L'Europe devrait alors assumer sans doute un autre engrenage encore plus périlleux, à l'échelle régionale et extra-régionale. La création d'une grande Albanie et l'éclatement de la Yougoslavie selon les frontières administratives tracés par les communistes équivaldrait, à terme et à quelques différences près, à donner raison au partage de la Yougoslavie tel qu'il a été fait par les nazis en 1941. On a toute raison de se demander désormais, quelles sont dans cette affaire yougoslave, les enjeux véritables et les aboutissements géopolitiques recherchés, à l'échelle non pas seulement régionale, mais aussi continentale?

Le pluralisme culturel et confessionnel, la tolérance dans la cohabitation ethnique sont cependant une nécessité vitale dans les pays des Slaves du sud. Pour les Serbes, les Monténégrins, ces aptitudes sont le fruit d'une longue expérience historique. Ayant eu à créer et recréer plusieurs fois leurs Etats, souvent dans les conditions les plus difficiles et au prix des plus grands sacrifices et d'innombrables victimes, ils ont appris à estimer la valeur de la liberté et le sens des responsabilités. Ayant vécu depuis toujours au carrefour des mondes, des cultures, des civilisations, ils ont appris à apprécier la valeur des différences. Au Monténégro cette attitude éthique se résume dans la devise séculaire des montagnards «courage et abnégation». Le métropolite de Cetinje, prince du Monténégro, visionnaire, philosophe et le plus grand poète serbe, Petar Petrovic Njegos, chantait au siècle dernier «Le frère est précieux, quelle que soit sa religion». Lorsque, au début de ce siècle, les musulmans d'Herzégovine émigrèrent en grand nombre pour des raisons économiques, le grand poète serbe de Mostar, Santic, les interpellait ainsi: «Restez ici, le soleil du ciel des autres ne vous reconfortera point comme celui de chez vous». L'écrivain Musulman Kulenovic est l'auteur du poème le plus émouvant sur les victimes du génocide serbe dans l'Etat indépendant Croate (1941 - 1945).

Parmi les trois plus grands écrivains serbes contemporains, Andric (prix Nobel) est catholique, Crnjanski («*Migrations*»), orthodoxe, et Selimovic («*Le derviche et la mort*»), musulman, (le regretté Danilo Kis a des ascendances juives, hongroises et monténégrines; Milorad Pavic a une ascendance catholique ce qui, en soi, en dit long sur la fertilité de ce bouillon de culture qu'est la Yougoslavie.

Le fait d'avoir pu transcender durant la plus grande partie du XXe siècle les frontières traditionnelles, confessionnelles et culturelles, pour la Yougoslavie, serait-il une erreur pour l'Europe dans sa nouvelle interprétation? La CEE et la Yougoslavie avaient, toute proportion gardée, au moins une chose en commun, le consensus comme principe de décision dans un ensemble complexe et multi-ethnique. L'impatience de l'Allemagne dans la reconnaissance de la sécession croato-slovène et l'initiative politique qu'elle impose de plus en plus ouvertement à la Communauté Européenne, sont-ils les signes d'une nouvelle ère dans les rapports au sein de la CEE? Il n'est point besoin de courage pour fustiger aujourd'hui le communisme défunt. Ceux qui ont appris à chanter en cœur, quitte à en faire des louanges hier, continuent à suivre le mouvement aujourd'hui. Il en est de même pour le nazisme, on n'avait cessé de le dénoncer alors qu'il était inoffensif, alors qu'une étrange discrétion accompagne sa montée de nos jours. Alors que 40% d'Allemands sont plutôt favorables à certains aspects du Reich d'Hitler et plus de 30% à la xénophobie ascendante («*Spiegel*»), on tient grief aux Serbes d'avoir une mémoire trop longue. Comment osent-ils mettre en relation la montée des intégrismes avec le néo-expansionnisme

allemand? Longue ou moins longue, on se sert de la mémoire, dans les deux cas, autant pour dénoncer ce à quoi l'on désire échapper, que pour taire ce à quoi on n'a pas le courage de faire face.

Accepter l'ignominie ailleurs, c'est la voir un jour chez soi

En favorisant la sécession et le dépècement de la Yougoslavie, la CEE a pris une responsabilité extrêmement grave. La guerre civile, pire que toute autre guerre, car touchant avant tout les populations civiles, a ensanglanté une partie du pays. L'extension du conflit menace le reste du pays d'une guerre ethnique, impossible sans de substantiels apports extérieurs. Les haines datant de la dernière guerre ont resurgi, les plaies anciennes se sont rouvertes. Une partie de la population de Croatie, les Serbes, refuse de suivre les Croates dans la sécession. Ils ont tout autant le droit à l'autodétermination que les Croates, et des raisons, hélas très tangibles de faire valoir leurs droits. En tant que peuple souverain et constitutif de la Yougoslavie et de la Croatie, les Serbes se sont prononcés (référendum du 19 août 1990, c'est à dire avant la proclamation de la nouvelle Constitution croate), à une très grande majorité pour ne pas suivre les Croates dans leur sécession. La Conférence de la Haye n'a tenu aucun compte des droits légitimes des Serbes ni de leur volonté légalement exprimée. Les pays membres de la CEE ont endossé une lourde responsabilité dans cette guerre, en prenant parti pour un acte de sécession unilatéral. Les affinités des alliances de la dernière guerre ont joué à fond coté croate. Aux quelques deux millions et demi de Serbes hors Serbie, on destine le sort des Kurdes, des Palestiniens des Balkans.

Les innombrables atteintes aux Droits de l'Homme, les licenciements pour non signature d'acte d'allégeance à l'Etat croate (dès le mois de mai 1991), la terreur systématique contre les population civiles serbes, les déportations, les déplacements de populations, les démolitions systématiques des maisons, des églises, les crimes de guerre dont les preuves ont été présentées, (dernièrement plus de 400 civils encore auraient été exécutés sommairement), le tout accompli sous des symboles nazis, rien de tout cela n'a ému les hommes politiques qui devraient être les bâtisseurs de l'Europe. Du coup, toute la rhétorique humanitaire des politiques prend l'allure flétrie de l'anodin. Un matraquage médiatique, un véritable lynchage verbal a été savamment orchestré pour culpabiliser les Serbes à l'extrême. Que dire de cet esprit de croisade sciemment entretenu pour s'arroger le droit de transgresser les principes hautement proclamés? Le parti pris ne se passe pas de bouc émissaire, il fallait donner un sens décent à ce cynisme inique. la crise yougoslave marque une étape importante dans l'histoire

contemporaine, le bon sens, l'équité, l'état de droit et l'impartialité en ont pris un très sérieux coup.

Que dire d'un tel humaniste qui brigue le prix Nobel de la Paix au moyen d'un vedettariat sans retenue auprès des populations sinistrées par cette absurde guerre d'un Liban européen en puissance? Que dire des actions humanitaires politiquement très orientées? Des promoteurs des Droits de l'Homme qui voient les victimes, les réfugiés, les sinistres d'un seul côté de la barrière. Que dire de ce qui apparaît comme une singulière ségrégation à l'encontre des hommes, des femmes, des enfants, auxquels on a pris jusqu'au droit à la compassion. Et oui, bien sûr, les Serbes ne sont point à la mode, qui est très croate cette saison, très osée, sans pudeur ni retenue. Alors, si l'on risque de perdre quelques points à l'audimat, ne vaut-il pas mieux fermer les yeux devant le drame serbe? Le pire, c'est que lorsque cela commence, on ne peut savoir où cela s'arrête.

Le mémoricide fait partie de cet air du temps. On veut priver ces victimes non seulement de justice, mais encore on leur dénie le droit à la mémoire. Car mémoire et justice riment assez bien. Ce sont, comme par hasard, ceux qui ont commencé à parler des «dividendes d'Auschvitz» qui déniaient aux Serbes le droit à la mémoire de l'holocauste dont ils furent victimes lors de la dernière guerre.

Quant à ceux qui spéculent de la manière la plus éhontée sur les holocaustes dont furent victimes nos pères, ils sont en train de se faire une place de choix parmi les favoris de la Nouvelle Europe. Les spectres du passé resurgissent, les chemises noires, les croix gammées, le salut nazi dans l'Assemblée Nationale d'une «jeune démocratie» n'émeuvent désormais personne. Pourvu que l'on ait la lumineuse idée de chanter servilement «Danke Deutschland», on peut se permettre bien des choses dans l'Europe qui est en train de se dessiner devant nos yeux. Après avoir si longtemps composé avec l'obscurantisme communiste et fermé les yeux devant ses crimes innombrables, l'Europe renoue avec une autre partie sombre de son passé. La banalisation de l'autre aberration bien européenne est à l'ordre du jour.

Que dire, lorsque de nos jours, un historien de renom publie une histoire d'Europe pour spéculer de la manière la plus blessante, et à l'aide de préjugés racistes, sur les origines génétiques d'une des nations membres de la CEE? Sans que ces méthodes biologiques et pseudo-scientifiques eussent suscité le moindre émoi de ses collègues et des maîtres à penser habituels. Est-ce bien là un autre signe du temps? Ainsi, après les exclusives culturelles et l'apparition des critères génétiques dans l'historiographie européenne, va-t-on assister à la mise en pratique d'une Europe new-look, organisée selon des normes préférentielles, et agencée au moyen d'exclusives d'abord culturelles et idéologiques, puis confessionnelles et raciales?

Depuis la chute du mur de Berlin, l'Europe a vécu dans une sorte

d'état de grâce. La chute du communisme, la construction européenne, la fin de la guerre froide, le désarmement, l'apaisement des conflits anciens, l'émergence de la démocratie un peu partout dans le monde, l'extension de l'idéologie des Droits de l'Homme, nous ont fait croire à l'avènement d'une nouvelle époque. A l'approche du III^e millénaire, une humeur de fin d'Histoire est dans l'air du temps. On s'est mis à croire que l'expérience des temps passés n'avait plus cours. Qu'un nouvel ordre mondial allait établir une Pax Universalis planétaire. Que les rapports des forces n'auraient de prise que sur les performances et la compétitivité économique. C'est comme si le mythe de l'Age d'or avait resurgi des tréfonds de la mémoire d'homme.

Or, le vingtième siècle a connu déjà deux variétés d'eschatologie sociale. Le marxisme et le national-socialisme avaient pour but essentiel un arrêt, une suspension, une fin de l'Histoire. Leur dénominateur commun fut un mépris profond de l'homme au profit des valeurs collectives fortes, la race, la classe, la nation.

Que penser d'une nouvelle fin de l'Histoire lorsqu'on voit tout ce qui se trame autour et au cours de la guerre ethnique en Yougoslavie? Comment croire que l'Histoire n'a plus cours, alors que les deux idéologies pan-historiques ont marqué notre siècle de la plus grande ignominie de toute mémoire humaine? Peut-on continuer à croire aveuglement à l'idéologie des Droits de l'Homme lorsqu'on voit le vide moral, le cynisme et l'hypocrisie qui l'accompagnent de plus en plus fréquemment? Lorsqu'on sait que toute idéologie sert tôt ou tard à ce que la fin justifie les moyens.

Le drame yougoslave est sans doute un dernier avertissement à l'Europe. On ne peut impunément prendre ses désirs pour des réalités. On peut impunément perdre de vue que les mêmes causes produisent toujours les effets similaires. On ne peut transgresser le fait que la liberté n'a qu'une limite, celle au delà de laquelle le libre arbitre de l'autrui est bafoué. Dernier avertissement: qu'accepter l'ignominie ailleurs revient à la voir un jour chez soi. Dernier avertissement: que la bête immonde qu'engendrent l'arrogance du parti pris, la loi des préjugés mesquins et des exclusives intégristes, ne peut être vaincue, par l'hypocrisie, la lâcheté et la cécité; qu'elle est en train de resurgir de notre bêtise, de notre médiocrité, de notre vanité.

Bosko I. Bojovic est professeur d'Histoire à l'Université Paris I et Maître de recherche à l'Institut des Etudes Balkaniques de l'Académie Serbe des sciences et des Arts de Belgrade.